

Économie et politique : le bloc social dominant

Bruno AMABLE & Stefano PALOMBARINI

Ce chapitre, qui se fonde sur les principes de l'économie politique néoréaliste, présente le concept de bloc social dominant, et le met en relation avec la stabilité d'un modèle de capitalisme. De même, les concepts de crise politique et de crise systémique peuvent être utiles pour rendre compte de la remise en cause d'une architecture institutionnelle et de son évolution.

La science économique est dominée par le normativisme. Elle se divise, de façon variable, sur les buts à poursuivre : la compétitivité des entreprises, le soutien de la croissance, la réduction du chômage ou des inégalités, la définition d'un modèle écologiquement soutenable..., mais elle reste rarement centrée sur l'analyse positive de l'évolution sociale et de ses déterminants. La théorie de la régulation naît, dans les années 1970, pour contraster une orientation de la discipline qui, à l'époque comme aujourd'hui, sacrifiait la connaissance de ce qui est en privilégiant le devoir être. Dans *Régulation et crise du capitalisme*, Michel Aglietta (1982, p. 7) souligne ainsi qu'une analyse du capitalisme doit dépasser une « double incapacité de la théorie économique dominante : incapacité à analyser le mouvement économique dans le temps vécu par les sujets, c'est-à-dire à rendre compte de l'histoire des faits économiques ; [et] incapacité à exprimer le contenu social des relations économiques, et par conséquent à traduire les pouvoirs et les conflits dont l'économie est l'enjeu. »

La place centrale accordée au conflit social est une conséquence directe d'une orientation épistémologique en rupture avec les approches dominantes. Il ne s'agit pas de penser les politiques optimales ou les bonnes institutions, mais de porter le regard sur la réalité concrète des processus économiques, la divergence des intérêts et les contradictions qui les caractérisent, les luttes et l'éventuelle formation de compromis qui en découlent : ce qui explique le large accord, au sein de la régulation, sur une vision des règles sociales comme « compromis institutionnalisés ».

On ne peut cependant ignorer que, dans les années 1980 et 1990, la production scientifique régulationniste, pour partie conditionnée par la logique du champ de la science économique, a été orientée à son tour par un certain normativisme, qui s'est exprimé notamment dans la recherche d'un mode de régulation aux propriétés souhaitables en mesure de succéder au fordisme. En parallèle avec ce mouvement, la définition d'un principe dynamique en mesure de rendre compte de l'évolution concrète des capitalismes,

en particulier de la multiplication de réformes néolibérales qui ont rapproché la France et nombre d'autres pays européens du modèle anglo-saxon, a été relativement négligée.

L'approche d'économie politique néoréaliste (Amable & Palombarini, 2005) peut donc être regardée à la fois comme un retour aux hypothèses fondatrices de la théorie de la régulation, et comme une tentative de les développer dans un cadre théorique cohérent en mesure de rendre compte de la stabilité d'une architecture institutionnelle mais aussi de sa remise en question et de son changement. Pour ce faire, nous avons élaboré une série de concepts théoriques comme celui de bloc social dominant, de crise politique et de crise systémique pour une compréhension plus fine de l'émergence, des mutations et des crises d'un mode de régulation.

Conflit social et autonomie du politique

Au cœur de l'approche néoréaliste, il y a la variété des intérêts socio-économiques et le conflit social qu'elle produit nécessairement. Cependant, nous ne concevons pas ce conflit comme la traduction mécanique de la diversité des positions occupées dans la structure productive. Le conflit social s'enracine dans cette diversité de positions, mais s'exprime comme conflit politique. On ne peut analyser ce passage sans prendre en compte l'autonomie du politique (Palombarini, 2001), ou, pour le dire autrement, le fait que le politique n'est pas réductible à l'économique.

Il faut d'abord considérer qu'une partie fondamentale du combat politique se joue dans le passage de la classe en soi à la classe pour soi, c'est-à-dire dans la construction d'attentes qui, si elles sont conditionnées par la structure économique, ne sont pas déterminées par celle-ci. Nous sommes ici débiteurs des analyses de Gramsci, et en particulier de son concept d'hégémonie. Les rapports de force politiques sont certes fondés sur les conditions matérielles d'existence des différentes classes sociales, mais aussi sur leur capacité à jouer un rôle de direction, un rôle hégémonique, sur des classes aux intérêts divergents mais qui deviennent, de ce fait, alliées. Comme l'écrit Gramsci (1975, p. 41) dans ses *Cahiers de prison*, « il peut et il doit y avoir une 'hégémonie politique' même avant la présence au gouvernement et, pour exercer la direction ou hégémonie politique, on ne doit pas compter exclusivement sur le pouvoir et sur la force matérielle que le gouvernement confère ». Le combat politique est aussi un combat idéologique et culturel ; c'est pourquoi nous avons retracé notamment l'histoire socio-intellectuelle du modernisme pour rendre compte de l'évolution de la stratégie du Parti socialiste, puis de l'émergence d'un bloc bourgeois en France (Amable, 2017 ; Amable & Palombarini, 2018).

La définition de la frontière entre les attentes à sacrifier et les autres, et la définition d'une stratégie de compromis entre ces dernières constituent des choix proprement politiques. La médiation politique ne se résume pas à la recherche d'un point d'équilibre entre les intérêts des groupes qui seront agrégés dans un certain bloc social. Elle correspond aussi à l'élaboration d'un idéal politique, d'une vision de l'évolution sociale

appropriable par un bloc social, à la construction d'un projet politique dans lequel ces différents groupes, porteurs d'attentes diversifiées, peuvent ensemble et simultanément se reconnaître.

Pour évaluer la viabilité d'un projet politique, il est fondamental de faire référence aux différents concepts de hiérarchie institutionnelle proposés (A1 Amable & Palombarini, 2023). Une alliance sociale est concevable à condition que soient satisfaites, au moins partiellement, les attentes fondamentales de chaque groupe susceptible de l'intégrer, celles qui portent sur les enjeux hiérarchiquement supérieurs du point de vue du groupe. Comme ces classements hiérarchiques diffèrent d'un groupe à l'autre, il est évident que la stratégie de médiation qui se propose de constituer ou consolider une alliance ne peut se limiter à les reproduire à l'identique, sous peine de proposer une liste incohérente de mesures hétérogènes. La stratégie politique qui vise la formation d'un bloc social doit donc se structurer autour d'une hiérarchisation, qui lui est spécifique, des enjeux et des institutions à préserver ou à réformer. Cette hiérarchisation doit certes être compatible avec celles portées par les groupes appelés à faire partie du bloc dominant, mais n'en est pas simplement le reflet, ce qui montre que, sous cet aspect aussi, le politique est irréductible à l'économique.

L'autonomie du politique¹ se joue aussi dans la compétition entre les différentes stratégies de médiation : elle n'est pas gouvernée par un principe d'efficacité économique ou de justice sociale, mais par la logique de l'accumulation politique. Cette capacité à engendrer du soutien fonctionne en effet comme critère de sélection entre les différentes stratégies politiques, et détermine la stratégie gagnante. Ce constat n'a rien de dégradant pour les acteurs politiques qui peuvent poursuivre les finalités les plus diverses ; mais ce ne sont pas leurs finalités qui déterminent la logique de fonctionnement du politique.

Institutions et bloc social dominant

Dans notre approche, c'est la régulation du conflit social qui détermine la viabilité d'une forme de capitalisme et son évolution. Le conflit social s'exprime par la présence d'attentes sociales différentes et contradictoires parmi lesquelles le politique opère une sélection en vue de former ce que nous appelons « un bloc social dominant ».

Une forme de capitalisme correspond à une certaine architecture institutionnelle, et résume de ce fait, à un moment donné, les résultats d'une série de conflits passés, au moins dans la mesure où leur issue a été inscrite dans un compromis institutionnalisé (D Amable, 2023). Les institutions jouent à leur tour sur la configuration du conflit politique. D'abord, par leur impact sur l'organisation économique et productive, elles contribuent à déterminer les intérêts socio-économiques en présence. Ensuite, elles conditionnent la traduction de ces intérêts en attentes sociales : qu'on pense, par exemple, à comment les règles inscrites dans le Code du travail concourent à déterminer les attentes des salariés.

1. Pour une présentation plus détaillée : Palombarini (2019).

Les institutions définissent aussi l'espace de la médiation politique (les « marges de manœuvre » du politique). Le conflit politique est ainsi structuré par les institutions, aussi bien dans la formation et l'expression d'attentes sociales contradictoires que dans la sphère de la définition et de la compétition entre stratégies de médiation alternatives. L'économie politique néoréaliste considère donc que le conflit politique est toujours institutionnellement conditionné, ce qui implique qu'il doit être mis en relation avec la forme spécifique de capitalisme dans laquelle il s'exprime et avec l'histoire des conflits passés et de la cristallisation dans des règles sociales des compromis qui en ont résulté.

Dans ce cadre, les stratégies politiques opèrent une sélection parmi les attentes sociales : elles privilégient celles qui sont exprimées par certains groupes, et décident d'en écarter d'autres. Les groupes sociopolitiques intégrés dans une certaine stratégie, c'est-à-dire porteurs d'attentes auxquelles la stratégie essaie de répondre, forment un bloc social, qu'il faut donc concevoir comme le produit d'une médiation politique, et non d'une alliance passée directement entre les groupes. Un bloc devient dominant quand le soutien exprimé par les groupes qui le forment est suffisamment fort pour valider politiquement la stratégie qui est à l'origine de l'alliance sociale. Pour le dire autrement, on est en présence d'un bloc dominant quand une certaine médiation politique s'impose durablement sur les autres en raison du soutien qu'elle est en mesure d'engendrer.

C'est sur la présence d'un bloc social dominant que repose la viabilité d'une architecture institutionnelle. Ce critère n'a rien de normatif, car la stabilité politique qui découle de la présence d'un bloc dominant repose sur une sélection entre les attentes sociales opérées par la stratégie dominante : certaines attentes seront négligées, écartées, et les groupes qui les portent seront alors politiquement dominés.

Crise politique, crise systémique et changement institutionnel

Dans la terminologie néoréaliste, une crise politique correspond à un affaiblissement de la puissance politique du bloc dominant qui le prive de la possibilité de valider la stratégie politique qui lui est connectée.

La crise peut dériver d'une fracture du bloc, à savoir d'une situation dans laquelle, dans le cadre institutionnel existant, il n'y a plus de médiation possible pour répondre simultanément aux attentes hiérarchiquement supérieures des groupes qui le composent. Dans ce cas, la crise peut se terminer par des changements institutionnels qui permettent d'ouvrir un nouvel espace de médiation et de rétablir l'unité de l'alliance dominante. Mais il faut remarquer que les modifications institutionnelles nécessaires à la viabilité du bloc imposent de remettre en cause une série de compromis, et donc d'engager des conflits dans lesquels les rapports de force, en raison justement de la situation de crise politique, ne sont pas systématiquement favorables à l'alliance qui essaie de préserver son caractère dominant.

La crise politique peut aussi découler d'une perte de puissance politique des groupes qui forment le bloc dominant, c'est-à-dire d'une baisse de leur capacité de produire du soutien. Cette baisse peut à son tour avoir une origine soit dans des transformations de la structure productive, et donc du poids relatif des groupes socio-économiques, soit dans des changements qui touchent celles que Gramsci appelait « les superstructures complexes », à savoir le politique et l'idéologique. Dans ce cas de figure, le bloc dominant ne peut se renouveler à l'identique ; mais la crise politique peut se résoudre par des changements à la marge de l'alliance dominante, avec l'éventuelle expulsion de groupes qui y occupaient une position périphérique et l'intégration, toujours en position marginale, de groupes nouveaux et politiquement plus puissants.

Dans tous les cas, en fonction de la configuration spécifique du conflit politique – c'est-à-dire des institutions qui le structurent, des attentes en présence et des stratégies de médiation en compétition – il est aussi possible que la solution d'une crise politique corresponde à l'émergence d'une nouvelle alliance dominante. C'est dans une telle configuration que la frontière qui sépare les groupes dominants des groupes dominés sera profondément modifiée.

Le concept de crise systémique que nous avons proposé correspond à un approfondissement de la crise politique. La crise systémique se caractérise par l'impossibilité de reconduire l'ancien bloc dominant et par l'impossibilité d'en former un nouveau à architecture institutionnelle inchangée. Dans une telle situation, toutes les stratégies de médiation politique doivent forcément intégrer des modifications institutionnelles majeures. Le choix des institutions à « réformer » et le signe du changement ne dépendent pas, là encore, d'un critère d'efficacité économique ou de justice sociale, mais sont fonctionnels au profil de l'alliance sociale correspondante à chaque stratégie. La crise se prolonge lorsqu'aucune stratégie de « réforme », de changement significatif dans le modèle socio-économique, n'est capable de donner naissance à un nouveau bloc social dominant stable.

On comprend en effet que la sortie d'une crise de ce type n'est pas aisée. La crise systémique est caractérisée par deux phénomènes liés mais contradictoires. D'une part, les « réformes » institutionnelles seront au cœur de l'affrontement politique, ce qui implique une intensification et une multiplication des conflits sociaux. D'autre part, l'absence d'un bloc dominant rend l'issue de ces conflits incertaine et variable.

Il est donc normal d'attendre qu'une crise systémique puisse se prolonger dans le temps. Sa solution peut d'ailleurs pour partie relever des conséquences non intentionnelles de stratégies qui échouent dans l'ambition de former un bloc dominant tout en laissant une trace dans des modifications de l'organisation productive, des rapports hégémoniques ou de l'architecture institutionnelle. De tels *échecs* politiques, qui entraînent une nouvelle structuration du conflit politique, produisent une situation dans laquelle des solutions de la crise auparavant non envisageables deviennent possibles, et dans laquelle des alliances sociales qui semblaient improbables, ou condamnées à rester minoritaires, voient leur puissance politique augmenter et sont susceptibles donc de s'imposer.

Bibliographie

Aglietta M., 1982, *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy.

Amable B., 2017, *Structural Crisis and Institutional Change in Modern Capitalism. French Capitalism in Transition*, Oxford University Press.

Amable B., Palombarini S., 2005, *L'économie politique n'est pas une science morale*, Raisons d'Agir.

Amable B., Palombarini S., 2018, *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Raisons d'Agir (n^{elle} édition).

Gramsci A., 1975, *Quaderni del carcere*, vol. 1, Einaudi editore.

Palombarini S., 2001, *La Rupture du compromis social italien : Un essai de macroéconomie politique*, CNRS Éditions

Palombarini S., 2019, « Politiques publiques et compromis de classe : les trois dimensions de l'autonomie du politique », *ContreTemps*, 41.

Références à d'autres chapitres de cet ouvrage

D Amable B., 2023, « Diversité et domination des capitalismes nationaux », in R. Boyer, J.-P. Chanteau, A. Labrousse T. Lamarche (dir), *Théorie de la régulation, un nouvel état des savoirs*, Dunod.

A1 Amable B., Palombarini S., 2023, « Hiérarchies et complémentarités institutionnelles », in R. Boyer, J.-P. Chanteau, A. Labrousse T. Lamarche (dir), *Théorie de la régulation, un nouvel état des savoirs*, Dunod.